



COUR DES COMPTES

# Quand Macron a choisi de plomber la facture de Hollande

Le gouvernement d'Edouard Philippe justifie ses premières coupes dans les budgets - dépenses des armées ou aide personnalisée au logement - par l'audit des finances publiques réalisé en juin par la Cour des comptes. Mais, de sa commande à sa rédaction, l'exercice est hautement politique et sujet à interprétations. PAR EMMANUEL LÉVY

**C'**est devenu un rituel : l'alternance politique rime avec audit des comptes publics. Après tout, n'est-il pas normal pour le nouveau pouvoir de s'assurer de l'héritage dont il dispose ? La mode de confier cette tâche à la Cour des comptes\* avait été lancée par François Hollande lui-même en 2012. L'exercice semblait de pure forme jusqu'à ce qu'en juin Didier Migaud, premier président de la cour, insiste sur les « éléments d'insincérité » de la loi de finances 2017 dans la présentation du travail de son institution. Un terme à la limite de l'injure car si, comme il l'affirme, le budget était « insincère » dans sa structure, il devrait être tout simplement annulé par le Conseil constitutionnel... Ce qui n'est pas le cas. D'où la fureur des socialistes qui estiment qu'ils ont couvert les 8 milliards de trou découverts par la Cour des comptes en laissant une réserve de précaution de 13 milliards. Mais, surtout, les proches de Hollande font une lecture politique de l'audit de 2017 en revenant sur celui de 2012.

*« En 2012, quand nous avons commandé l'audit à la Cour des comptes, deux positions s'opposaient. Ceux qui voulaient obtenir un tableau calamiteux de la situation héritée et l'utiliser politiquement, et les autres. Nous étions en pleine tourmente et en pleine négociation internationale. Faire apparaître un signal négatif, du type insincérité des comptes publics français, comme le faire grossir en l'utilisant politiquement aurait pu coûter cher aux pays de la zone euro attaqués, comme le Portugal, la Grèce ou l'Espagne. Et même à la France. J'étais d'accord avec cette position de François Hollande, conseillé alors par Emmanuel Macron. Et je reste convaincu que nous avons bien fait. Outre les signaux qui lui ont été envoyés, la Cour des comptes, elle-même, a dû être sensible à cette problématique quand elle a rendu son rapport. »* Voilà comment Michel Sapin, ancien ministre de l'Economie et des Finances (et du Travail en 2012), explique à *Marianne* ce qu'il n'avait encore jamais dit. Pas même devant les députés de la commission des Finances qui l'avaient convoqué pour explication le 12 juillet dernier

et à qui il avait seulement lâché, laconique : « Nous pourrions parler de l'héritage que nous avons trouvé en 2012, même si nous n'avons pas exactement utilisé, à l'époque, l'audit comme il est utilisé aujourd'hui. Certains nous le reprochent, mais je pense que nous n'avons pas à le faire. »

Utiliser l'audit comme il l'a fait, alors qu'il était parfaitement au courant du choix de 2012 de l'Elysée où il officiait comme conseiller économique, est sans doute pour les hollandais la trahison de trop d'Emmanuel Macron. Un mélange de trahison et d'injustice. C'est en tout cas ce sentiment qui se lit dans les yeux de Michel Sapin, ministre de François Hollande et ami on ne peut plus proche.

Car, désormais, le président Macron joue bien différemment de l'audit des finances publiques, jouant, en même temps que son Premier ministre, Edouard Philippe, avec le catastrophisme au motif qu'il manquerait 8 milliards d'euros dans les caisses de l'Etat. Huit milliards ? Un chiffre qui apparaît évidemment monstrueux au commun des mortels. Une situation pourtant largement similaire avec



celle constatée lors de l'audit des comptes, en 2012, après le quinquennat de Nicolas Sarkozy. A ceci près que le rapport de l'institution présidée par Didier Migaud évoquait alors une fourchette de 6 à 10 milliards d'euros, et que l'écart se trouvait côté recettes, quand aujourd'hui ce sont les dépenses qui auraient été sous-estimées.

## LE MOT INFAMANT

Mais alors que les conditions quantitatives et qualitatives étaient identiques à celles de 2017, pourquoi, en 2012, la Cour des comptes n'a-t-elle pas utilisé le mot infamant d'« *insincérité* » ? La clé de ce mystère, Michel Sapin la donne donc aujourd'hui. Un des anciens conseillers de Bercy et qui, accessoirement, connaît son monde à la Cour des comptes, confirme d'ailleurs l'explication en off. « *Dans sa commande d'audit, le gouvernement de 2017 a clairement donné le ton : il fallait charger la barque. Pas besoin de beaucoup pousser la Rue Cambon pour trouver à redire sur les comptes de l'Etat. En 2012, il y a eu un débat* »

06/09/2017 17 45

*sur le signal à envoyer à la Cour des comptes : charger ou pas. En 2012, à Matignon, Jean-Marc Ayrault voulait appliquer ce qu'Edouard Philippe fait aujourd'hui : faire peser sur la précédente mandature ses propres difficultés à venir. Mais, à l'Elysée, c'est une autre option qui a été retenue, notamment sous l'influence d'Emmanuel Macron, arguant qu'il fallait y aller mollo. Nous sommes en effet en pleine crise grecque, toutes*

*les dettes d'Etat sont l'objet d'intenses spéculations. Selon les tenants de l'option "pas de polémique", obtenir de la Cour des comptes un audit concluant à l'insincérité et déclencher un combat politique sur le sujet aurait affaibli la France. » Cette (re) lecture de l'histoire, François Ecale ne la partage cependant pas. Pour ce magistrat qui fait partie de la petite équipe chargée de l'audit de 2012, aujourd'hui administrateur du site Fipeco : « *Le contexte international aurait pu jouer dans l'autre sens en incitant la cour à être plus dure pour pousser plus fortement le gouvernement à revenir à 3 % du PIB en 2013, mais il n'a pas joué. Le gouvernement Ayrault a beaucoup utilisé l'audit pour justifier les mesures fiscales et je ne partage pas l'opinion selon laquelle il ne l'aurait pas assez utilisé. » Rien à voir cependant avec le pilonnage en règle déclenché à la suite de l'audit de la Cour de compte par le gouvernement d'Edouard Philippe. Faute de munitions et de volonté de le faire ? Quoi qu'il en soit, malgré les 6 à 10 milliards d'euros identifiés comme manquants par l'audit de 2012, les conclusions sur le mode mezza voce de la Rue Cambon furent au contraire exploitées par la droite. Jean-François Copé pouvait prétendre que le rapport donnait**

1068-010-011-TEA.indd 11

« *quitus de la bonne gestion* » sous Nicolas Sarkozy.

Et, de fait, à cinq années d'intervalle, les lettres de mission envoyées au premier président Didier Migaud par les Premiers ministres diffèrent. Pas seulement dans leur longueur,

la première étant deux fois plus longue que la seconde. Mais aussi dans la formulation, et donc les objectifs recherchés. Quand Jean-Marc Ayrault fixait comme objectif « *d'évaluer la situation actuelle des comptes publics et les risques qui pèsent aujourd'hui sur la réalisation des objectifs de finances publiques pour 2012 et 2013* », Edouard Philippe va plus loin et insiste sur l'urgence. L'actuel locataire de Matignon demande à « *être éclairé sur les engagements précédemment pris et qui commenceraient à peser sur les finances publiques à compter des semaines et mois à venir* ». Mieux: il ouvre grand les bras aux options de réformes portées par la cour en l'invitant « *à formuler ses principales propositions* ». Une invite à laquelle l'institution a été particulièrement sensible et a répondu en désignant en particulier la politique du logement comme étant la dépense à couper en priorité. Mais, malgré ses commentaires, en ne déclarant pas le budget comme juridiquement insincère, la cour évite au gouvernement Philippe de présenter une loi de finances rectificative l'obligeant à justifier ses choix devant le Parlement.

Presque deux mois après la polémique, Michel Sapin semble avoir retrouvé le sourire en regardant la courbe de popularité de l'actuel président. En entamant son quinquennat sur des questions budgétaires et en chargeant l'équipe précédente grâce à l'audit de la Cour des comptes, Emmanuel Macron ne semble pas avoir été si bien inspiré. ■

\* En 1997, Lionel Jospin avait confié cette tâche à deux magistrats

jacques witt / sipa